

**Comité suisse "2 x NON au démantèlement de notre AVS"
Schweizerisches Komitee "2 x NEIN zur Demontage unserer AHV"**

Argumentaire

2 x NON aux initiatives irresponsables en matière de retraite

**NON à l'initiative populaire
"pour un assouplissement de l'AVS – contre le
relèvement de l'âge de la retraite des femmes"**

**NON à l'initiative populaire
"pour une retraite à la carte dès 62 ans, tant pour les
femmes que pour les hommes"**

Version du 6 octobre 2000

Table des matières

Avant-propos

1.	Huit raisons de s'opposer aux initiatives	4
2.	Initiatives	5
2.1.	Comité d'initiative	5
2.2.	Intention des initiants	5
2.3.	Attitude du Conseil fédéral et du Parlement	5
2.4.	Teneur de l'initiative	6
3.	Argumentaire détaillé	7
3.1.	Arguments politiques contre les initiatives	7
3.2.	Arguments sociaux contre les initiatives	11
3.3.	Arguments économiques et financiers contre les initiatives	14
4.	Réglementation actuelle et propositions présentées par le gouvernement dans le cadre de la 11^e révision de l'AVS	20
4.1.	Dispositions en vigueur aujourd'hui	20
4.2.	Propositions du Conseil fédéral dans le cadre de la 11 ^e révision de l'AVS	20
5.	Repères chronologiques	21
	Annexe 1: comité parlementaire	22

Avant-propos

Le peuple et les cantons se sont déjà prononcés à quatre reprises, depuis 1978, sur la question de l'abaissement de l'âge de la retraite. Chaque fois, l'objet en question a été clairement rejeté par les électeurs, ce qui n'empêche pas certains milieux de présenter encore et toujours la même revendication. Le peuple et les cantons seront ainsi à nouveau appelés à s'exprimer le 26 novembre prochain sur une baisse de l'âge de la retraite.

Les deux initiatives lancées par les organisations d'employés et le parti écologiste poursuivent presque le même but, à savoir l'introduction d'une rente de retraite dès 62 ans. Chaque individu doit pouvoir bénéficier dès l'âge de 62 ans révolus, en cas d'interruption de son activité lucrative ou de diminution substantielle de cette dernière, d'une rente de retraite complète. Il appartient au législateur de déterminer à partir de quel moment (ultérieur) la rente de vieillesse pourrait être touchée sans condition.

Une acceptation des deux initiatives aurait de graves conséquences:

- Sur le plan des assurances sociales : l'AVS accuserait un excédent de dépenses et des pertes de recettes d'un montant de près de 2,5 milliards de francs par an.
- Les coûts globaux résultant des deux initiatives, après déduction des économies possibles dans les domaines de l'AI et de l'assurance-chômage, s'élèveraient quand même à 1,6 milliard de francs environ. Des pertes de recettes fiscales seraient en outre enregistrées par la Confédération, les cantons et les communes.
- Sur le plan fiscal : les impôts – et notamment les impôts de consommation – devraient être relevés.
- Sur le plan économique : les entreprises perdraient de la main-d'œuvre à la fois qualifiée et expérimentée alors que les charges salariales croîtraient, ce qui ne manquerait pas d'affaiblir la place économique suisse.
- Sur le plan administratif : l'application du modèle de rentes proposé générerait d'importantes charges administratives et davantage de bureaucratie.
- Sur le plan politique : notre démocratie risque de perdre de sa crédibilité, si l'on continue à ignorer des décisions populaires réaffirmées à maintes reprises, et à présenter régulièrement aux électeurs des revendications similaires.

Le Conseil fédéral, les partis bourgeois, de nombreuses organisations économiques ainsi que le Comité suisse "2x NON au démantèlement de notre AVS", formé de 156 parlementaires fédéraux, recommandent le rejet de ces initiatives irresponsables en matière de retraite.

1. Huit raisons de s'opposer aux initiatives

➤ **2X NON à la mise en péril de l'AVS**

L'avenir de l'AVS s'annonce difficile. Si nous n'agissons pas, son déficit risque d'atteindre près de 4 milliards en 2010. L'abaissement de l'âge de la retraite revendiqué par les initiatives ajouterait 2,5 milliards de charges annuelles supplémentaires à l'AVS, faisant plonger notre principale assurance sociale dans un abîme financier.

➤ **2X NON à l'augmentation des impôts**

Le financement des initiatives nécessiterait d'énormes moyens supplémentaires. Cela se traduirait par d'importantes augmentations d'impôts. Une perspective inacceptable! Car la pression fiscale ne cesse de croître dans notre pays et le Conseil fédéral prévoit déjà de faire passer la TVA de 7,5 à 10% d'ici à 2010 pour financer l'AVS et l'AI.

➤ **2X NON à l'affaiblissement de notre économie**

Alors que de nombreux secteurs manquent déjà de personnel qualifié et expérimenté, les initiatives mettraient des milliers de personnes à la retraite. Cela ferait augmenter les charges sociales et favoriserait le travail au noir. Du coup, la compétitivité de l'économie suisse s'en trouverait affectée.

➤ **2X NON à la fragilisation de la cohésion sociale**

En abaissant l'âge de la retraite, les initiatives accéléreraient encore la rapide augmentation du nombre de retraités ces prochaines années. La pression n'en serait que plus forte sur les personnes actives et les entreprises qui financent l'AVS. Ce serait la porte ouverte au mécontentement général et à la fragilisation de la solidarité entre générations.

➤ **2X NON à des initiatives déconnectées de la réalité**

Le vieillissement de la population est un fait contre lequel on ne peut pas agir à court terme. Conséquence: les actifs sont toujours moins nombreux à assumer les charges toujours plus lourdes de l'AVS. Les initiatives se moquent de cette réalité. L'AVS a besoin de solutions pragmatiques et non de propositions irresponsables.

➤ **2X NON à des initiatives dépassées**

Les deux initiatives ignorent l'assouplissement de l'âge de la retraite introduit par la 10^e révision de l'AVS et les améliorations importantes qui devraient encore suivre avec la 11^e révision de l'AVS. De plus, elles ont été lancées à un moment où l'AVS connaissait une situation financière acceptable qui contraste avec les énormes déficits accumulés depuis.

➤ **2X NON à une bureaucratie supplémentaire**

Le modèle des rentes préconisé par les initiatives ouvre la porte à tous les abus. Un appareil administratif lourd, coûteux et inquisiteur devra être mis en place pour contrôler le respect du système prévu par les initiatives.

➤ **2X NON au harcèlement politique**

Le peuple suisse veut une AVS solide. Depuis 1978, il a déjà refusé quatre fois l'abaissement de l'âge de la retraite. Les initiants ignorent des décisions populaires pourtant réaffirmées à maintes reprises.

2. Initiatives

2.1. Comité d'initiative

Le 13 mai 1996, un comité d'initiative mis sur pied par la Société suisse des employés de commerce (SSEC) et la Fédération des sociétés suisses d'employés (FSE) a déposé auprès de la Chancellerie fédérale l'initiative populaire "pour un assouplissement de l'AVS – contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes", munie de 143'405 signatures valables. Quelques jours plus tard, le 22 mai 1996, aboutissait une autre initiative lancée par le Parti écologiste suisse (PES), intitulée "pour une retraite à la carte dès 62 ans, tant pour les femmes que pour les hommes", laquelle avait recueilli 116'636 signatures valables. Cette dernière formait, avec l'initiative populaire "pour garantir l'AVS – taxer l'énergie et non le travail", déposée elle aussi avec ses 113'153 signatures le 22 mai 1996, une sorte de "tandem politique". Plutôt que ce tandem, les autorités ont préféré présenter au peuple les deux projets d'assouplissement.

2.2 Objectifs des initiants

Les initiatives lancées par les organisations d'employés et le PES poursuivent des buts similaires. Elles demandent en substance: l'introduction d'une rente de retraite dès 62 ans. Le droit à la rente résulte de la cessation totale ou partielle de l'activité lucrative. En cas d'arrêt complet, la rente pleine est versée. Il revient à la loi de déterminer à partir de quel âge la rente peut être touchée sans condition. Entre 62 ans et l'âge fixé par la loi, les assurés sont libres de cesser leur activité quand ils le désirent ou en fonction de leurs besoins.

L'initiative de la SSEC et de la FSE vise en outre à annuler le relèvement de l'âge de la retraite des femmes décidé dans le cadre de la 10^e révision de l'AVS. Elle accorde le droit à la rente complète, y compris lorsque le revenu restant issu d'une activité à temps partiel est inférieur à une fois et demie la rente AVS minimale (actuellement 1'507.50 francs par mois). L'initiative du PES prévoit par contre, en cas d'interruption partielle de l'activité, un droit partiel à la rente.

2.3. Position du Conseil fédéral et du Parlement

Dans son message du 15 décembre 1997, le Conseil fédéral recommande le rejet, sans contre-projet, de ces deux initiatives. Ce faisant, il annonce qu'il examinera les requêtes des initiants dans le cadre de la 11^e révision de l'AVS. Lors du vote final du 18 décembre 1998, le Conseil national et le Conseil des Etats recommandèrent au peuple et aux cantons de rejeter clairement ces initiatives.

	Conseil national	Conseil des Etats
Initiative PES	110:67	39:5
Initiative SSEC/FSE	107:65	39:5

2.4. Teneur de l'initiative

2.4.1. Initiative populaire "pour un assouplissement de l'AVS – contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes"

Comité d'initiative: Société suisse des employés de commerce (SSEC) et Fédération des sociétés suisses d'employés (FSE)

L'initiative a la teneur suivante:

La constitution fédérale est complétée comme suit:

Art. 34quater, 2e al., sixième et septième phrases (nouvelles)

² ... Le droit à la rente de vieillesse prend naissance après 62 ans révolus si aucune activité lucrative n'est exercée ou si le revenu perçu est inférieur à une fois et demie la rente minimale. La loi fixe l'âge donnant inconditionnellement droit à la rente...

2.4.2. Initiative populaire "pour une retraite à la carte dès 62 ans, tant pour les femmes que pour les hommes"

Comité d'initiative: Parti écologiste suisse (PES)

L'initiative a la teneur suivante:

I La constitution fédérale est complétée comme suit:

Art. 34quater, 8e al. (nouveau)

Le droit à la rente de vieillesse est reconnu dès l'âge de 62 ans révolus. La loi fixe l'âge auquel la rente est versée en cas de poursuite de l'activité lucrative et règle le droit à une rente partielle lorsque l'activité est abandonnée en partie. La loi peut abaisser l'âge ouvrant droit à la rente et prévoir, à certaines conditions, la perception anticipée de celle-ci.

II Les dispositions transitoires de la constitution fédérale sont complétées comme suit:

Art. 23 (nouveau)

Si l'Assemblée fédérale n'édicte pas la législation correspondante dans les cinq ans suivant l'acceptation de l'article 34quater, 8^e alinéa, le Conseil fédéral arrête les dispositions d'exécution nécessaires.

3. Argumentaire détaillé

3.1. Arguments politiques contre les initiatives

3.1.1. Les nombreuses améliorations apportées par la 10^e révision de l'AVS

- Le 25 juin 1995, les électeurs ont approuvé par 61 pour cent de oui la 10^e révision de l'AVS. La plus importante réforme qu'ait connu jusqu'ici l'histoire de l'AVS a engendré un certain nombre d'améliorations en matière de politique sociale et d'égalité (bonifications pour tâches éducatives, relèvement de l'âge de la retraite des femmes).
- La 10^e révision de l'AVS marque l'avènement d'une nouvelle formule de rentes plus profitable aux petits revenus. Principaux bénéficiaires: quelque 600'000 personnes, dont une majorité de femmes.
- La 10^e révision de l'AVS introduit en outre la rente anticipée. Une anticipation toutefois limitée à deux ans et liée à une réduction actuarielle de la rente (le taux normal de la réduction est de 6,8 pour cent par année d'anticipation). A signaler que le législateur a tenu compte de la situation particulière des femmes (en matière d'anticipation) puisque ces dernières ne sont soumises qu'à un demi taux de réduction, à savoir 3,4 pour cent au lieu des 6,8 appliqués aux hommes.
- Les améliorations résultant de la 10^e révision de l'AVS coûtent, par année, près de 700 millions de francs à l'AVS. Afin de compenser ces charges supplémentaires et par souci de conformité avec l'article constitutionnel sur l'égalité, les Chambres fédérales ont décidé de relever progressivement de 62 à 65 ans (2005) l'âge de la retraite des femmes.

3.1.2. Le peuple a déjà rejeté à plusieurs reprises la "politique du beurre et de l'argent du beurre"

- Le 25 juin 1995, les votants ont clairement refusé une initiative prévoyant une extension massive de l'AVS. 27,6 pour cent de oui (499'266 personnes) contre 72,4 pour cent de non (1'307'302). L'initiative populaire "pour une extension de l'AVS et de l'AI" lancée par le Parti socialiste suisse et l'Union syndicale suisse voulait introduire une rente de retraite. L'objectif était, d'une part, de relever les rentes AVS et, d'autre part, de réaliser des économies du côté de la prévoyance professionnelle. Si cette initiative avait été acceptée, les femmes comme les hommes auraient pu obtenir une rente de retraite complète dès l'âge de 62 ans. Ils auraient également eu la possibilité de réduire leur taux d'activité et de toucher en contre-partie une rente de vieillesse partielle. Le Conseil fédéral et le Parlement rejetèrent cette initiative en invoquant les améliorations liées à la 10^e révision de l'AVS. Des améliorations qui satisfaisaient déjà aux principales exigences formulées par les initiants (amélioration des rentes, droit individuel à la rente, bonifications pour tâches éducatives, possibilité d'anticiper les rentes).
- Le peuple et les cantons ont finalement aussi rejeté, en date du 27 septembre 1998, par 1'374'139 non (58,5 pour cent) contre 973'966 oui, l'initiative syndicale dite de rattrapage. Cinq cantons de la Suisse latine (Fribourg, Neuchâtel, Genève, Jura et le Tessin) ont approuvé le projet, alors que tous les autres s'y sont opposés. L'Union syndicale suisse et la Confédération des syndicats chrétiens de Suisse avaient l'intention de s'opposer au relèvement progressif de l'âge de la retraite et de maintenir à 62 ans l'âge limite pour les femmes.

3.1.3. OUI à l'assainissement de l'AVS – NON aux expérimentations en matière d'AVS

- Les milieux économiques sont favorables au principe de la retraite flexible, raison pour laquelle ils ont soutenu, dans le cadre de la 10^e révision de l'AVS, l'introduction de la rente anticipée. Ils approuvent également, dans le cadre de la 11^e révision de l'AVS, l'extension à trois ans de l'anticipation. Par contre, ils s'opposent fermement au démantèlement de l'AVS par le biais de modèles de rentes à la fois incontrôlables et coûteux.
- Au lieu d'entreprendre des expérimentations dangereuses dans le domaine de l'AVS, il conviendrait d'élaborer un programme d'assainissement de toutes les assurances sociales, dans l'optique notamment d'assurer à long terme les rentes AVS et AI. Le Conseil fédéral serait bien inspiré de concevoir une stratégie globale en la matière, présentant l'évolution financière de l'AVS et de l'AI jusqu'en l'an 2025 au minimum.
- En raison du vieillissement de la population, les dépenses s'élèveront en 2010 à près de 6,5 milliards de francs. Dès lors, il n'est pas responsable d'envisager une extension de l'AVS, telle que prônée par les initiants. De nouvelles propositions d'économies devraient être imaginées dans le cadre de la 11^e révision de l'AVS, parallèlement aux solutions déjà prévues par le Conseil fédéral.
- Toute extension incontrôlée et coûteuse de l'AVS met en péril le contrat passé entre les générations.
- Les initiatives ne prévoient en outre aucune augmentation de la rente en cas de report de la retraite. Le fait de travailler après l'âge "officiel" de la retraite ne serait pas honoré; une attitude qui trahit un manque de vision à long terme et empêche l'élaboration de solutions plus solides dans le cadre de la 11^e révision de l'AVS.

3.1.4. Responsabilité plutôt qu'endettement

- Les finances fédérales se trouvent sur une mauvaise pente depuis les années 90. A la fin 1999, les dettes de la Confédération s'élevaient à plus de 110 milliards de francs. La dure récession traversée ces dernières années a provoqué un déséquilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat. A noter que le principal poste de ces dernières, le social, a vu ses dépenses croître de 100 pour cent entre 1990 et 1998. Pendant la même période, le produit intérieur brut ne s'est accru que de 20 pour cent.
- Il est irresponsable de vouloir dépenser encore davantage d'argent pour nos assurances sociales, sans garantir des recettes adéquates. Une telle démarche mettrait en danger notre AVS elle-même. L'avenir de l'AVS passe par une planification vigoureuse de ses dépenses et non par des solutions irresponsables.

3.1.5. Tendances européennes au relèvement de l'âge de la retraite

- L'abaissement de l'âge de la retraite ne correspond pas aux politiques actuellement suivies en Europe. Tous les pays de l'OCDE cherchent aujourd'hui à adapter leur système de rente à l'évolution démographique. L'UE va même jusqu'à recommander à nos pays voisins de renoncer à promouvoir la retraite anticipée.
- La plupart des pays européens ont fixé à 65 ans l'âge de la retraite ou sont sur le point d'introduire cette limite: la Suède, la Finlande, le Portugal, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Allemagne (dès 2001). En Irlande, la rente est versée à partir de 66 ans révolus, même s'il est possible de l'obtenir dès 65 ans. Au Danemark et en Norvège, la retraite débute à 67 ans.

- Les seuls pays où la retraite survient plus tôt qu'en Suisse sont: l'Italie (dès 2002: 60/65), la Belgique (entre 60 et 65) et la France (60).

3.1.6. Rente de retraite = davantage de bureaucratie

- Les initiatives font peu de cas du problème de l'exécution. L'introduction d'une rente de retraite dès 62 ans appelle la mise sur pied d'un système bureaucratique de contrôle, destiné à veiller à ce que les rentes ne soient versées qu'aux ayants droit. La présentation de certificats de salaires établis par des pays lointains impliquerait, notamment, une perte de temps et un surcroît de charges administratives.
- Au lieu de rester des partenaires, les employeurs se mueraient en policiers chargés de faire respecter les réglementations voulues par les initiatives.
- Un transfert ne manquerait pas de s'opérer en direction de l'économie clandestine. Conséquence: l'Etat perdrait d'importantes recettes fiscales et autres cotisations sociales et l'AVS se verrait contrainte de verser des rentes injustifiées.

3.1.7. OUI à l'assouplissement – NON aux exigences démesurées

- Les milieux économiques ne sont pas opposés au principe de l'assouplissement de l'âge de départ en retraite. Mais plutôt que la solution rigide et contraignante préconisée par les initiants, il est préférable de poursuivre la voie plus souple tracée par la 10^e révision de l'AVS et d'y apporter des correctifs dans le cadre de la 11^e révision actuellement en élaboration. Des solutions peuvent aussi être trouvées sur une base volontaire par le biais de conventions collectives. A titre d'exemple, on peut rappeler qu'en Valais le projet RETAVAL (caisse de retraite anticipée en faveur des métiers de l'artisanat du bâtiment du canton du Valais) a été introduit avec succès dans la branche du bâtiment en mai 1998. Négocié par les partenaires sociaux des professions concernées dans le cadre de conventions collectives, le projet RETAVAL, qui vise à libérer des places de travail au profit de jeunes travailleurs, permet au travailleur de l'artisanat du bâtiment de prendre une retraite anticipée avec des prestations au moins équivalentes à celles auxquelles il peut prétendre de l'assurance chômage suite à un licenciement ou à la mise à la retraite pour des raisons économiques.
- Le travail effectué une fois passé l'âge de la retraite n'est pas honoré par les initiants. Le modèle d'assouplissement présenté par ces derniers désavantage clairement les personnes désireuses de poursuivre leur activité après avoir atteint l'âge de la retraite et favorise des revendications qui ne sont pas finançables.

3.1.8. Le recours à l'or ne constitue pas une solution à long terme

- Vu l'absence de concept global en matière de financement des assurances sociales, les propositions les plus diverses germent de toutes parts.
 - Différents milieux souhaiteraient mettre à disposition de l'AVS les 1300 tonnes d'or excédentaires de notre Banque nationale.
 - Le Conseil fédéral et l'administration projettent quant à eux d'utiliser 800 tonnes d'or au profit du secteur de la formation et de l'AVS.
 - Le PSS envisage en outre de faire bénéficier l'AVS des recettes tirées d'un futur impôt sur les gains en capitaux et de succession.

Les problèmes de financement de l'AVS ne pourront être résolus à coups de slogans politiques.

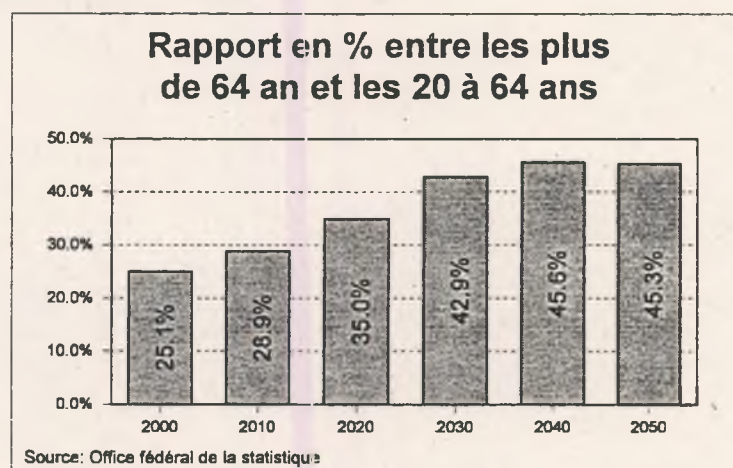
- L'idée d'engager l'or excédentaire de la Banque nationale en faveur de la prévoyance vieillesse est séduisante, mais il y a fort à parier qu'elle n'aura pas l'effet escompté. Les montants se chiffrent, certes, en milliards – mais ils atterrissent dans un tonneau sans fond. Les inévitables mesures destinées à garantir le financement de l'AVS ne s'en trouveraient que différées.
- Si les réserves d'or sont vendues, comme prévu, de manière échelonnée et le capital placé à un taux moyen de 5 pour cent, la recette annuelle peut atteindre quelque 600 millions de francs. A titre de comparaison: dès la fin de l'année prochaine, l'AVS accusera un passif de 691 millions de francs, malgré une augmentation de plus de 2 milliards de francs des rentrées liées à la taxe sur la valeur ajoutée. Pour la seule année 2005, l'excédent de dépenses devrait avoisiner 1,7 milliard de francs. En 2010, l'ardoise devrait afficher 4 milliards.
- Si le Parlement et les électeurs décidaient d'affecter l'or à l'AVS, il faudrait veiller à ce que cette manne ne serve pas à financer de nouvelles prestations. La meilleure solution serait d'attribuer cet or au fonds de réserve de l'AVS, lequel est largement sous-doté.

Rappelons que les recettes tirées de l'or ne permettraient pas de couvrir les frais supplémentaires causés par un abaissement à 62 ans de l'âge de la retraite. Les revenus provenant d'un éventuel impôt sur le capital et les successions ne le pourraient pas non plus.

3. 2. Arguments sociaux contre les initiatives

3.2.1. La prévoyance vieillesse doit tenir compte de l'espérance de vie

- Le financement de l'AVS est conçu en fonction du principe de la répartition. Les dépenses actuelles de l'AVS sont financées par le biais de ses recettes. Outre les contributions des pouvoirs publics et, depuis 1999, celles provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, le versement des rentes est possible grâce à la cotisation des actifs. L'équilibre financier de l'AVS dépend directement du rapport entre le nombre des rentiers et celui des cotisants. En d'autres termes: l'AVS repose sur un contrat passé entre les générations. Si on soumet cette solidarité à une trop forte pression, c'est tout l'édifice qui est menacé.
- Lors de la mise sur pied de l'assurance-vieillesse obligatoire, peu après la seconde Guerre mondiale, la majorité des gens n'atteignaient pas l'âge de la retraite. L'espérance de vie de la classe 1880 était de 46 ans pour les hommes et de 50 ans pour les femmes. Grâce aux progrès de la médecine, à l'amélioration générale de la qualité de vie et du bien-être matériel, les femmes et les hommes de la classe 1980 affichent une espérance de vie de 87 ans pour les premières et de 81 ans pour les seconds. Ceci correspond, en l'espace de 100 ans, à un allongement de l'espérance de vie moyenne de 37/35 ans.
- L'allongement de l'espérance de vie génère à son tour un allongement de la retraite par rapport à la phase d'activité. Pour les hommes de la classe 1880, le rapport entre années d'activité et de retraite était de 5 contre 1, soit 5 ans de travail pour 1 année de retraite en moyenne. Pour la classe 1930, ce rapport est de 3 contre 1, et pour celle de 1980 de 2 contre 1. Chez les femmes de la classe 1930, le rapport était d'ailleurs déjà de deux contre 1; une proportion qui sera évidemment largement dépassée avec celle de 1980. Vu ces données, il n'apparaît pas opportun d'accorder un régime particulier aux femmes.
- Les filles qui naissent aujourd'hui ont une espérance de vie de 87 ans et 7 mois, contre 82 ans et 4 mois pour les garçons.
- Entre 1950 et 1990, le nombre des personnes âgées de 64 ans et plus a plus que doublé, pendant que celui des 80 ans et plus quadruplait. Quant au rapport des plus de 64 ans et des 20 à 64 ans, il n'a pas cessé de croître en faveur des premiers durant cette même période. Il atteindra près de 45 pour cent en 2040 en cas de refus des mesures d'économies prévues par la 11^e révision de l'AVS, à savoir: le relèvement de l'âge de la retraite des femmes et les modifications apportées à la rente de veuve. Deux actifs devraient alors subvenir aux besoins d'un rentier.









3.2. Pression croissante sur l'AVS

- Durant les décennies à venir, l'AVS devra non seulement faire face au problème de l'allongement de la durée moyenne des retraites, mais également à celui de la

multiplication des rentes. Une réduction à 62 ans de l'âge de la retraite ne serait tout simplement pas financable. L'introduction d'une rente de retraite constituerait ainsi une expérience extrêmement dommageable.

- Dans une quarantaine d'années, quelque 1,8 millions d'individus seront âgés de 65 ans et plus, soit 700'000 de plus qu'aujourd'hui.
- A l'heure actuelle, quatre actifs participent au financement d'une rente. Dans quarante ans, et avec un âge de départ en retraite fixé à 65 ans, cette proportion passera à deux pour un.
- Pour conserver le rapport entre actifs et rentiers au cours des 50 prochaines années, il faudrait relever l'âge de la retraite de 65 à 75 ans, selon les calculs de l'Office fédéral de la statistique; ce est qui est tout à fait utopique. Le fait de prôner un abaissement de l'âge de la retraite, dans ces circonstances, participe d'une démarche irresponsable dont les victimes seraient les actifs ainsi que les générations futures.

Année/âge	20-64 ans	Plus de 64 ans
1948		
1998		
2040		

- L'excédent de dépenses de l'AVS s'accroît considérablement chaque année. Si aucune mesure d'épargne n'est prise au cours de ces prochaines années, il pourrait atteindre 1,7 mia de francs en 2005. En 2010, le dépassement risquerait de s'élever à 4 mia de francs.

3.2.3. Vivre plus longtemps – travailler plus longtemps

- Seule une démarche globale est susceptible de régler la question du vieillissement et de la prévoyance vieillesse. Les problèmes ne pourront être résolus par le simple versement de nouvelles contributions financières au profit de l'AVS et de la prévoyance professionnelle. La société et l'économie devront s'adapter à l'allongement de l'espérance de vie. Quant aux individus, ils devront eux aussi tenir compte de la nouvelle situation.
- Les femmes et les hommes sont nombreux à vouloir poursuivre leur activité professionnelle après l'âge de 62 ans, sans aucune pression sociale les contraignant à prendre leur retraite. Ils manifestent leur volonté de continuer à profiter de leur formation et de leur expérience après 62 ans.
- Comme l'a démontré le Programme national de recherche "Vieillesse" (PNR 32), 30 pour cent des retraités sont encore actifs à temps partiel 18 mois après leur départ à la retraite. Vu le manque croissant de personnel qualifié, ce pourcentage est appelé à augmenter. Ces travailleurs ne prennent pas la place des jeunes. Bien au contraire: ils participent au maintien et à la création de nouveaux emplois.
- Durant les années 90, les nécessaires restructurations ont provoqué de nombreux licenciements de collaborateurs âgés et, partant, une certaine perte de savoir-faire. La situation est aujourd'hui toute différente: un changement de philosophie a eu lieu au sein des entreprises. Sur le marché du travail, on enregistre un manque de main d'oeuvre qualifiée. Plus d'un tiers des entreprises industrielles et de services se plaignent du

manque de personnel spécialisé. L'abaissement à 62 ans de l'âge de la retraite constituerait, vu les circonstances, un retour en arrière difficile à assumer pour l'Etat et l'économie. Les forces et les compétences des collaborateurs concernés feraient désormais partie du passé et ne profiteraient plus aux entreprises.

- Les départs anticipés à la retraite ne manqueraient pas de générer une réduction de la durée de la valeur d'utilisation des investissements de formation individuels et collectifs, ainsi qu'une diminution du profit personnel, social et économique. En outre, l'abandon rapide de la vie active renchérirait indirectement les frais de formation et de perfectionnement. La réglementation actuelle permet l'amortissement des coûts de formation sur une période d'activité plus longue. Un raccourcissement de cette dernière, telle que prônée par les deux initiatives qui nous intéressent, impliquerait que ces dépenses soient amorties en un laps de temps plus bref. Cet aspect concerne tout particulièrement les femmes qui, pour raison de grossesse, reprennent une vie active vers 40 ou 45 ans et/ou réduisent leur taux d'activité.
- L'abaissement à 62 ans de l'âge de la retraite ne s'accompagne pas seulement, pour l'économie, d'une perte d'expérience et de connaissance. Les actifs et les jeunes familles se voient contraints de prendre sur eux l'ensemble de la charge liée à la prévoyance vieillesse. Ce faisant, il devient de plus en plus difficile pour les jeunes de créer une entreprise, de construire une maison ou tout simplement d'avoir des enfants.

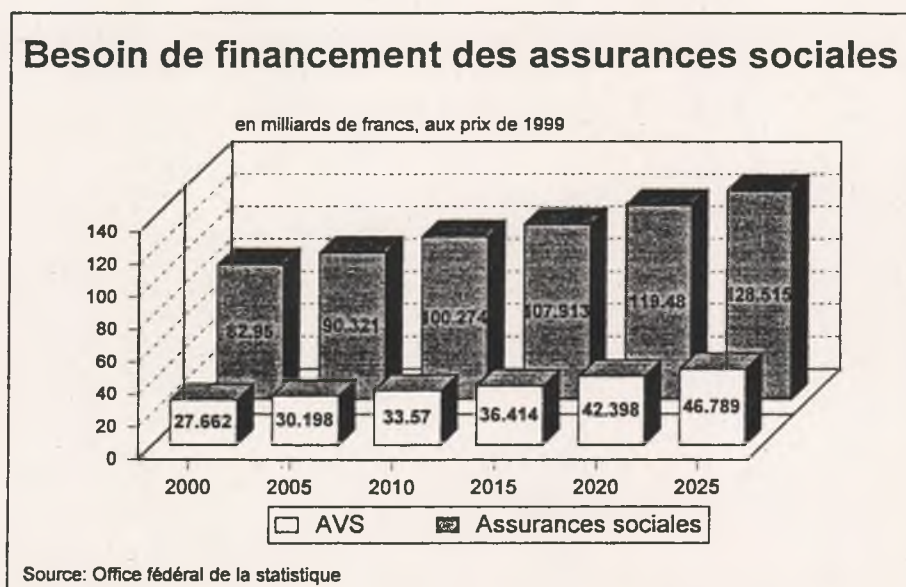
3.2.4. Egalité de traitement femmes-hommes aussi en matière d'AVS

- Le fait de prévoir un âge de départ en retraite inférieur pour les femmes contredit le principe de l'égalité.
- Ceux qui – à l'image des tenants de l'initiative – se prononcent contre l'égalité de traitement entre femmes et hommes trahissent leur vision passéiste de la répartition sociale des rôles. En voulant écarter les femmes de leur travail, ils les renvoient indirectement à leur foyer.
- L'abaissement de l'âge de la retraite affaiblit de surcroît la position des femmes sur le marché du travail et influe sur leur contribution aux assurances sociales. La durée d'activité s'en trouve ainsi diminuée de manière artificielle, ce qui rend notamment moins attrayant leur retour à la vie professionnelle après leur pause maternité.

3.3. Arguments économiques et financiers contre les initiatives

3.3.1. La sécurité sociale et la prévoyance vieillesse engloutissent des milliards

- Les dépenses liées aux assurances sociales ont augmenté nettement plus vite que le produit intérieur brut au cours de ces trois dernières décennies. Les dépenses affectées à la prévoyance sociale constituent désormais le plus gros poste du budget fédéral. En 1980, la Confédération investissait un franc sur cinq (20,4%) en faveur des assurances sociales. Dans le projet de budget 2000, le rapport est passé à plus de un franc sur quatre (soit 27 pour cent ou 12,7 milliards de francs). Plus de trois quarts de ces dépenses, soit 8,5 milliards de francs, sont affectées aux prestations AVS/AI de la Confédération de même qu'aux prestations complémentaires.
- La quote-part sociale, à savoir la part des dépenses sociales par rapport au produit intérieur brut, s'est accrue d'environ 250 pour cent depuis 1970. Elle est passée, durant cette période, de 8,5 pour cent à 20,9 pour cent. Selon le rapport d'experts IDA FiSo 2, elle atteindra en 2010 une valeur de 23,7 pour cent.
- Le besoin financier de l'ensemble des assurances sociales s'élève aujourd'hui à 83 milliards de francs, un montant qui doit passer à 100 milliards en 2010. En l'an 2025, la dépense globale en faveur de la sécurité sociale atteindra 128,5 milliards de francs. Les coûts liés à l'AVS passeront quant à eux, durant la même période, de 27,7 milliards de francs à près de 46,8 milliards de francs (2025).

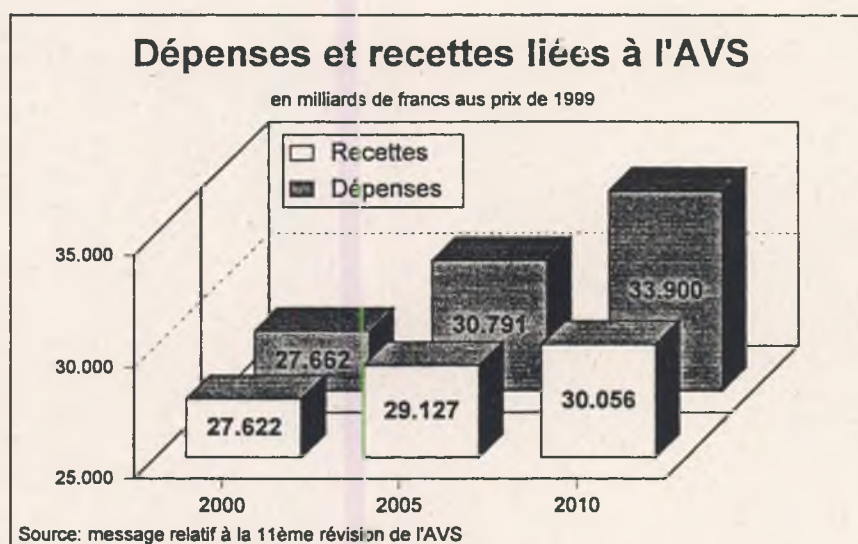


Accroissement des besoins financiers exprimé en pour cent de TVA

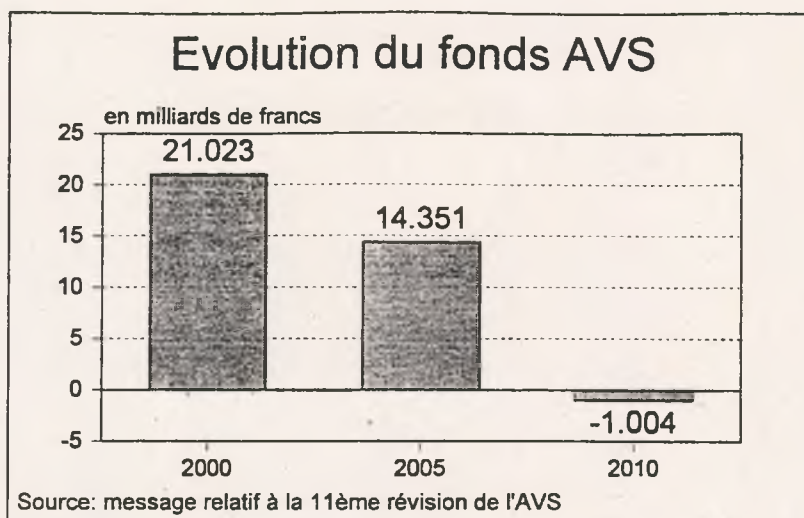
	AVS	AI	PC	APG	LPP	AA	AM	AF	AC	Total
Besoin complémentaire 2000-2010	1.2	0.6	0.1	0.0	0.1	0.0	1.5	-0.1	0.0	3.4
Besoin complémentaire 2010-2025	3.1	0.3	0.2	0.0	-0.1	0.0	2.0	0.0	0.0	5.5

Source: message relatif à la 11e révision de l'AVS

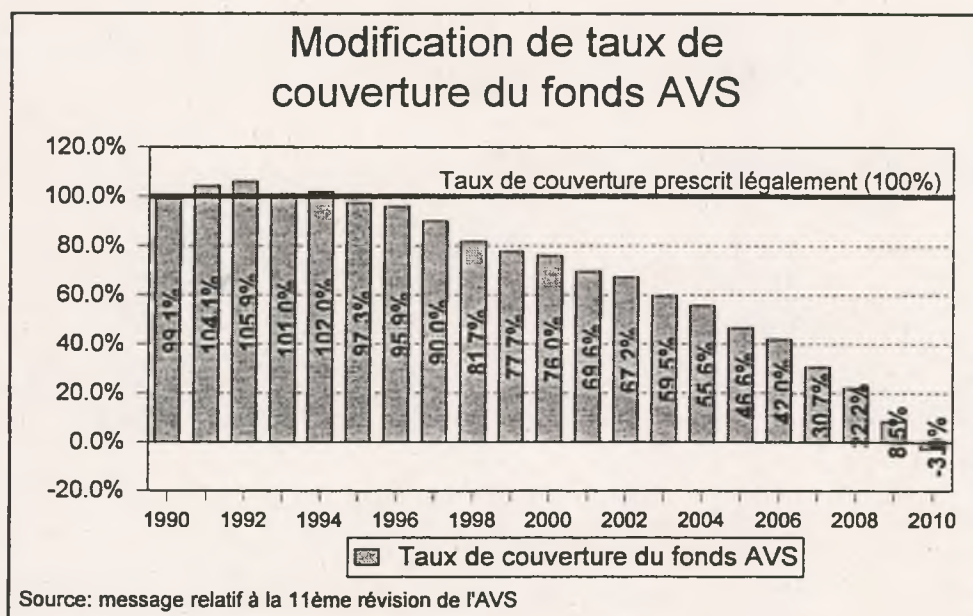
- Le financement des assurances sociales (AVS, AI, PC, AM) ne pourra être garanti que si l'on relève la TVA d'environ 3,4 pour cent, soit de 7,5 à 10,9 pour cent.
- Le Conseil fédéral et l'administration partent de l'idée qu'une partie des besoins financiers supplémentaires seront couverts par la croissance économique. Le relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée a des incidences sur la capacité concurrentielle de l'économie suisse; il charge en outre tout particulièrement les jeunes familles et les bas salaires.
- Grâce à l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée survenue le 1er janvier 1999, il a été possible de réduire momentanément les lacunes en matière de financement de l'AVS. Mais dès l'an prochain, les chiffres sombreront à nouveau dans le rouge. Selon de récentes prévisions, les dépenses dépasseront de 691 millions de francs les recettes. En 2005, le déficit devrait à nouveau atteindre 1,66 milliard de francs. Et si la 11e révision de l'AVS n'est pas entrée en vigueur d'ici à 2010, l'excédent de dépenses de l'AVS s'élèvera à 3,84 milliards de francs par année.



- Les réserves du fonds AVS seront bientôt épuisées. En dépit des 1,3 milliard de francs versés à la prévoyance vieillesse suite au prélèvement d'un pour cent de TVA supplémentaire, le déficit s'est encore accru en 1999. En cas d'échec de la consolidation financière prévue dans le cadre de la 11e révision de l'AVS, l'Office fédéral des assurances sociales estime que le déficit du fonds AVS dépassera le milliard de francs dans 10 ans, si rien n'est fait pour augmenter les recettes.



- Selon les prévisions actuelles, la réserve du fonds AVS ne devrait être plus que de 14,3 milliards de francs en 2005. Or, d'après la loi, celle-ci devrait s'élever à quelque 31 milliards de francs (soit l'équivalent des dépenses annuelles en faveur de l'AVS).
- Le taux de couverture du fonds AVS (à savoir le rapport entre le capital du fonds AVS et les dépenses annuelles) qui, selon la loi, devrait être de 100%, ne cesse de diminuer depuis le milieu des années 90. En cas d'échec de la consolidation des finances de l'AVS prévue par la 11e révision, il faut s'attendre à un taux de couverture négatif (=dettes du fonds AVS) dès 2010.



3.3.2. La rente de retraite ruine l'AVS

- L'introduction de la rente de retraite, telle qu'exigée par les deux initiatives, sape les efforts de consolidation menés dans le cadre de la 11e révision. Les recettes supplémentaires (taxe sur la valeur ajoutée) et la limitation des dépenses (relèvement de l'âge de la retraite, restrictions en matière de rentes de veuves, ralentissement de l'adaptation des rentes) ne suffiront pas à garantir à long terme le financement de l'AVS.

Supplément annuel de charge financière après introduction de la rente de retraite
(Montants exprimés en millions de francs, au prix de 1997)

	Augmentation ou baisse des dépenses	Diminution des recettes	Total
AVS	2'095	365	2'460
AI	- 550	60	- 490
PC	13	-	13
AC	- 475	110	- 365
AVS + AI + PC + AC	1'083	535	1'618

Source: message relatif aux deux initiatives

- Les incidences financières de l'introduction de la rente de retraite restent, même après la déduction des économies escomptées du côté des autres assurances sociales, énormes. Les 1,62 milliard de francs nécessaires au financement de la rente susmentionnée appelleraient une hausse de 0,7% de TVA (voir message relatif aux initiatives); en sus, évidemment, de l'augmentation de 3,4% prévue par la 11e révision de l'AVS d'ici à 2010. Le taux de la taxe régissant la valeur ajoutée serait ainsi de 11,7% (y compris 0,1% en faveur des NLFA).

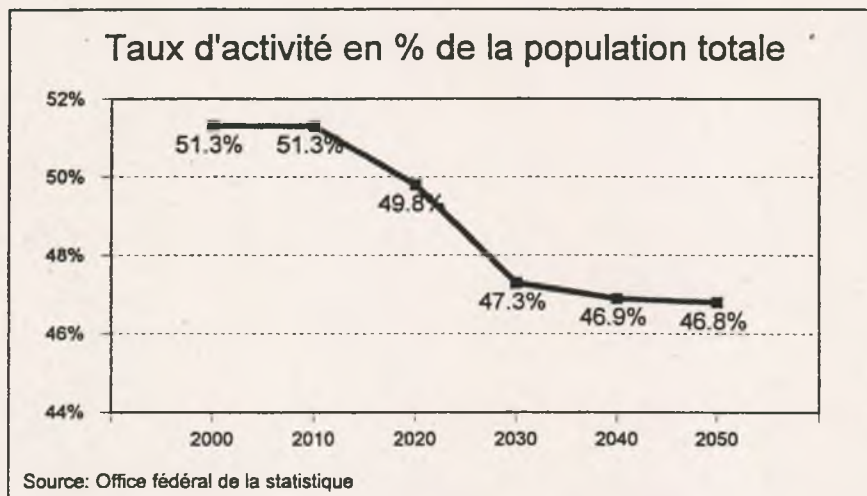
3.3.3. La marge de manoeuvre de la prévoyance professionnelle ne doit pas être réduite encore davantage

- Toute extension de la prévoyance professionnelle étatique appelle des moyens complémentaires. Certes, le Conseil fédéral a annoncé son intention de s'appuyer toujours plus sur un financement mixte pour couvrir les frais liés à l'AVS. Il n'en reste pas moins que tout développement de l'AVS générerait une charge supplémentaire, tant pour les employeurs que pour les travailleurs. La marge de manoeuvre de la prévoyance professionnelle s'en trouverait réduite et les améliorations projetées devraient en bonne partie être reportées ou même abandonnées.
- L'abaissement de l'âge de la retraite provoquerait en outre un raccourcissement de la durée de cotisation au 2e pilier. Dans son message, le gouvernement indique que la perte de recettes ainsi enregistrée dans le secteur de la prévoyance professionnelle obligatoire pourrait atteindre la somme de 430 millions de francs par année. A cela s'ajouteraient les pertes du domaine subobligatoire, de quelque centaines de millions de francs également. Partout où est appliqué le principe de la primauté de la cotisation, ces pertes engendreraient des baisses de prestations. Dans les cas de primauté de la prestation, il faudrait relever les bonifications de vieillesse, ce qui contribuerait à accroître la charge pesant sur les employeurs et les travailleurs.

3.3.4. Les rentes de retraite attisent de nouveaux appétits

- Le financement de l'AVS n'est assuré que grâce à la procédure de répartition. Les dépenses actuelles en matière d'AVS sont financées à l'aide des recettes. Outre les contributions des pouvoirs publics et, depuis 1999, les recettes tirées de la TVA, ce sont essentiellement les prélèvements sur les salaires qui permettent le versement des rentes. Durant ces prochaines décennies, nous assisterons non seulement à une

modification du rapport entre le nombre d'actifs et de rentiers, mais également à un net recul du nombre total des actifs, autrement dit du taux d'activité. Tout cela ne manquera pas d'entraîner une baisse des contributions salariales et, partant, une aggravation des problèmes de financement.



- L'allongement constant de la durée de formation (hautes écoles spécialisées, spécialisations, perfectionnement, études) provoquera lui aussi une baisse des recettes AVS, et contribuera à modifier le rapport entre la durée effective d'activité et la durée de la retraite, entre le "donner" et le "prendre", au détriment de l'AVS.
- De récentes études menées à l'étranger (OCDE, OIT) démontrent que plus l'âge de la retraite est bas, plus le souhait de partir en retraite est précoce. Pourquoi une personne devrait-elle travailler longtemps, si elle dispose d'un droit à une rente complète dès 62 ans? Un pourcentage important d'assurés prennent leur retraite dès que possible, dans la mesure où cela n'implique aucune réduction des prestations.

3.3.5. Pas une arme contre le chômage

- Les départs anticipés à la retraite ne constituent pas un moyen de libérer des emplois pour les chômeurs. Les chiffres en provenance d'autres pays européens prouvent même le contraire: en Italie, par exemple, l'âge officiel de la retraite est fixé à 58 ans pour les femmes et à 63 ans pour les hommes. Le taux de chômage atteint cependant 11 pour cent.
- Certes, le chômage est lié à de nombreuses causes différentes, telles que: formation inadaptée (formation axée sur des professions en déclin, formation trop peu orientée sur la pratique, etc.), absence de souplesse personnelle, faible développement économique, etc. Contrairement aux marchés voisins, le marché suisse du travail manque à nouveau de main-d'oeuvre qualifiée. La reprise économique profite ainsi principalement aux jeunes.
- La tâche de l'Etat consiste donc à veiller
 - que les systèmes de formation et de formation professionnelle existants restent en phase avec le développement économique et technologique;
 - que les conditions-cadre économiques soient améliorées;
 - que ces dernières assurent aux entreprises la marge de développement nécessaire;
 - que les impôts et les cotisations sociales dues par les entreprises n'entament pas la compétitivité de ces dernières sur le plan international.

Les requêtes excessives en matière de retraites privent l'Etat et les assurances sociales des moyens devant assurer aux générations futures des conditions-cadre favorisant les succès économiques.

3.3.6. La taxe sur la valeur ajoutée et les prélèvements salariaux amenuisent le revenu des familles

- Les déficits croissants affichés par la prévoyance sociale et l'AVS doivent être financés par le biais d'impôts directs et indirects, ainsi que des prélèvements salariaux. De tels modes de financement contribuent à charger la consommation et pénalisent par conséquent notre économie. Tout le monde est touché, notamment les actifs jeunes et les jeunes familles.
- L'introduction de la rente de retraite charge les ménages de nouveaux impôts indirects (taxe sur la valeur ajoutée).
- Au lieu d'imaginer de nouveaux modèles de rentes certes généreux mais impossibles à financer, nous devrions élaborer et appliquer des mesures visant à alléger la charge pesant sur les jeunes familles (allègements fiscaux, déductions de formation, mise sur pied d'infrastructures d'encadrement).
- Comme l'a récemment démontré une étude de l'université de Berne, l'équation "vieux=pauvre" n'est plus pertinente; alors que 7% des plus de 60 ans peuvent être considérés comme pauvres, la proportion double (15%) pour les 20 à 40 ans. La génération qui entre aujourd'hui en âge de retraite a vécu durant les années 60, 70 et 80 une période de haute conjoncture économique. Ce qui lui a permis d'accumuler un capital de prévoyance dont elle peut jouir aujourd'hui. Le cliché selon lequel la plupart des personnes âgées seraient pauvres et, partant, tributaires du soutien financier des jeunes générations ne correspond plus à la réalité. En outre, les personnes âgées qui se trouvent réellement dans la gêne peuvent bénéficier des prestations complémentaires de l'AVS.

4. Réglementation actuelle et propositions présentées par le gouvernement dans le cadre de la 11e révision de l'AVS

4.1. Dispositions en vigueur actuellement

La 10e révision de l'AVS, adoptée par les votants le 25 juin 1995, a apporté les dispositions suivantes quant à l'âge de la retraite:

- L'âge ordinaire de la retraite des hommes est fixé à 65 ans.
- L'âge ordinaire de la retraite des femmes est relevé de 62 à 63 ans le 1.1.2001, puis à 64 ans le 1.1.2005.
- Les femmes ont la possibilité de prendre leur retraite anticipée dès 62 ans révolus.
- Jusqu'à la fin 2000, les hommes peuvent anticiper leur retraite dès l'âge de 64 ans révolus. A partir du 1.1.2001, l'anticipation devient possible dès 63 ans révolus.
- Toute personne anticipant sa retraite doit compter avec une réduction de son droit à la rente. Le taux de réduction doit être défini par le Conseil fédéral, en fonction de principes actuariels. Ce taux est d'actuellement 6,8% par année d'anticipation.
- Les femmes qui anticiperont leur retraite entre le 1.1.2001 et le 31.12.2009 ne se verront appliquer qu'une demie réduction (taux de 3,4 au lieu de 6.8%).

4.2. Propositions du Conseil fédéral dans le cadre de la 11e révision de l'AVS

Dans son message du 2 février 2000, le Conseil fédéral propose diverses modifications relatives à la question de l'âge de la retraite. Ses principales recommandations au Parlement sont les suivantes:

- L'âge ordinaire de départ en retraite doit être fixé à 65 pour les deux sexes.
- Le relèvement de 64 à 65 ans de l'âge de la retraite des femmes doit avoir lieu au 1.1.2009.
- Les hommes et les femmes doivent obtenir le droit d'anticiper leur rente dès l'âge de 62 ans révolus.
- Il doit même être possible d'anticiper une demie rente dès 59 ans révolus, à la condition toute l'anticipation n'excède pas l'équivalent de 36 rentes mensuelles.
- Les conséquences financières de l'anticipation des rentes doit être amortie sur le plan social. En lieu et place du taux actuel de 6,8% par année d'anticipation, il conviendrait d'appliquer des taux inférieurs, liés au revenu.

5. Repères chronologiques

- 26 février 1978: l'initiative du Poch en vue d'abaisser à 60 et à 58 ans l'âge de la retraite des hommes et des femmes est rejetée par 79,4% des votants.
- 12 juin 1988: l'initiative populaire "visant à abaisser à 62 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes l'âge donnant droit à la rente AVS" est rejetée par 64,9% des votants ainsi que 21 cantons.
- 15 novembre 1994: début de la récolte des signatures en faveur de l'initiative populaire "pour un assouplissement de l'AVS – contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes".
- 22 novembre 1994: début de la récolte des signatures en faveur de l'initiative "pour une retraite à la carte dès 62 ans, tant pour les femmes que pour les hommes".
- 25 juin 1995: les électeurs approuvent par 60,7% des voix, dans le cadre d'un vote référendaire, la 10e révision de l'AVS. L'âge de la retraite des femmes est ainsi appelé à être relevé progressivement jusqu'à l'âge de 64 ans.
- 25 juin 1995: l'initiative AVS lancée par le PSS et l'Union syndicale suisse, qui réclame entre autres la retraite à 62 ans pour les hommes et les femmes, est rejetée par 72,2% des votants (et l'ensemble des cantons).
- 13 mai 1996: dépôt de l'initiative "pour un assouplissement de l'AVS – contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes", munie de 143'405 signatures valables.
- 22 mai 1996: dépôt de l'initiative "pour une retraite à la carte dès 62 ans, tant pour les femmes que pour les hommes", munie de 116'636 signatures valables.
- 15 décembre 1997: Message du Conseil fédéral. Il est proposé de rejeter les deux initiatives, sans contre-projet.
- 27 septembre 1998: le peuple et les cantons rejettent l'initiative dite de rattrapage (initiative "pour la 10e révision de l'AVS sans relèvement de l'âge de la retraite") par 58,5% des voix et un total de 18 cantons.
- 18 décembre 1998: les Chambres fédérales recommandent le rejet de l'initiative "pour un assouplissement de l'AVS – contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes", par 110 voix contre 67 et 39 voix contre 5. Même verdict au sujet de l'initiative "pour une retraite à la carte dès 62 ans...", dont le rejet est proposé par 107 voix contre 65 et 39 voix contre 5.
- 2 février 2000: le Conseil fédéral propose, dans son message relatif à la 11e révision de l'AVS, de maintenir l'âge ordinaire de départ en retraite à 65 ans, pour les deux sexes. Les possibilités de départ à la retraite anticipée doivent pour leur part être développées.
- 26 novembre 2000: votation sur les deux initiatives populaires "pour un assouplissement de l'AVS – contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes" et "pour une retraite à la carte, tant pour les femmes que pour les hommes".

Annexe 1: comité parlementaire

Un comité multipartite s'est formé en vue de la votation du 26 novembre 2000, lequel recommande clairement aux électeurs de rejeter les deux initiatives irresponsables en matière de retraite. Ont adhéré à ce Comité suisse "2 x NON au démantèlement de notre AVS" les 156 parlementaires fédéraux suivants:

Coprésidence

	<i>Cons.</i>	<i>Parti</i>	<i>Canton</i>
Bader Elvira	CN	PDC	SO
Bortoluzzi Toni	CN	UDC	ZH
Eymann Christoph	CN	PLS	BS
Gadient Brigitta M.	CN	UDC	GR
Heberlein Trix	CN	PRD	ZH
Lombardi Filippo	CE	PDC	TI
Polla Barbara	CN	PLS	GE
Saudan Françoise	CE	PRD	GE
Schiesser Fritz	CE	PRD	GL
Slongo Marianne	CE	PDC	NW
Wenger Rico	CE	UDC	SH

Membres:

	<i>Cons.</i>	<i>Parti</i>	<i>Canton</i>				
Antille Charles-Albert	CN	PRD	VS	Dunant Jean Henri	CN	UDC	BS
Baader Caspar	CN	UDC	BL	Dupraz John	CN	PRD	GE
Bangerter Käthi	CN	PRD	BE	Durrer Adalbert	CN	UDC	OW
Baumann J. Alexander	CN	UDC	TG	Eberhard Toni	CN	UDC	SZ
Beck Serge	CN	PLS	VD	Egerszegi Christine	CN	PRD	AG
Beerli Christine	CE	PRD	BE	Eggly Jacques-Simon	CN	PLS	GE
Berger Michèle	CE	PRD	NE	Ehrler Melchior	CN	UDC	AG
Bernasconi Madelaine	CN	PRD	GE	Engelberger Edi	CN	PRD	NW
Bezzola Duri	CN	PRD	GR	Epiney Simon	CE	UDC	VS
Bieri Peter	CE	UDC	ZG	Escher Rolf	CE	UDC	VS
Bigger Elmar	CN	UDC	SG	Estermann Heinrich	CN	UDC	LU
Binder Max	CN	UDC	ZH	Fattebert Jean	CN	UDC	VD
Blocher Christoph	CN	UDC	ZH	Favre Charles	CN	PRD	VD
Borer Roland	CN	UDC	SO	Fehr Hans	CN	UDC	ZH
Bosshard Walter	CN	PRD	ZH	Fehr Lisbeth	CN	UDC	ZH
Brändli Christoffel	CE	UDC	GR	Fischer Ulrich	CN	PRD	AG
Briner Peter	CE	PRD	SH	Föhn Peter	CN	UDC	SZ
Brunner Toni	CN	UDC	SG	Forster Erika	CE	PRD	SG
Bugnon André	CN	UDC	VD	Freund Jakob	CN	UDC	AR
Bührer Gerold	CN	PRD	SH	Frey Claude	CN	PRD	NE
Bürgi Hermann	CE	UDC	TG	Frey Walter	CN	UDC	ZH
Büttiker Rolf	CE	PRD	SO	Frick Bruno	CE	UDC	SZ
Chevrier Maurice	CN	UDC	VS	Fünfschilling Hans	CE	PRD	BL
Christen Yves	CN	PRD	VD	Galli Remo	CN	UDC	BE
Cina Jean-Michel	CN	UDC	VS	Giezendanner Ulrich	CN	UDC	AG
Cornu Jean-Clude	CE	PRD	FR	Glasson Jean-Paul	CN	PRD	FR
Cottier Anton	CE	UDC	FR	Glur Walter	CN	UDC	AG
David Eugen	CE	UDC	SG	Guisan Yves	CN	PRD	VD
Decurtins Walter	CN	UDC	GR	Gutzwiller Felix	CN	PRD	ZH
Detting Toni	CE	PRD	SZ	Gysin Hans Rudolf	CN	PRD	BL

Haller Ursula	CN	UDC	BE	Randegger Johannes	CN	PRD	BS
Hassler Hansjörg	CN	UDC	GR	Reimann Maximilian	CE	UDC	AG
Hegetschweiler Rolf	CN	PRD	ZH	Sandoz Marcel	CN	PRD	VD
Hess Hans	CE	PRD	OW	Schenk Simon	CN	UDC	BE
Hess Peter	CN	UDC	ZG	Scherer Marcel	CN	UDC	ZG
Hofmann Hans	CE	UDC	ZH	Scheurer Rémy	CN	PLS	NE
Imhof Rudolf	CN	UDC	BL	Schlüer Ulrich	CN	UDC	ZH
Inderkum	CE	UDC	UR	Schmid Carlo	CE	UDC	AI
Jenny This	CE	UDC	GL	Schmid Samuel	CE	UDC	BE
Joder Rudolf	CN	UDC	BE	Schmied Walter	CN	UDC	BE
Kaufmann Hans	CN	UDC	ZH	Schneider Johann N.	CN	PRD	BE
Keller Robert	CN	UDC	ZH	Schweiger Rolf	CE	PRD	ZG
Kofmel Peter	CN	PRD	SO	Siegrist Ulrich	CN	UDC	AG
Kunz Josef	CN	UDC	LU	Speck Christian	CN	UDC	AG
Kurrus Paul	CN	PRD	BL	Spoerry Vreni	CE	PRD	ZH
Lalive d'Epinay Maya	CN	PRD	SZ	Spuhler Peter	CN	UDC	TG
Langenberger Christiane	CE	PRD	VD	Stadler Hansruedi	CE	UDC	UR
Laubacher Otto	CN	UDC	LU	Stähelin Philipp	CE	UDC	TG
Lauper Hubert	CN	UDC	FR	Stahl Jürg	CN	UDC	ZH
Leu Josef	CN	UDC	LU	Stamm Luzi	CN	PRD	AG
Leumann Helen	CE	PRD	LU	Steiner Rudolf	CN	PRD	SO
Leutenegger Hajo	CN	PRD	ZG	Suter Marc F.	CN	PRD	BE
Leuthard Doris	CN	UDC	AG	Theiler Georges	CN	PRD	LU
Loepfe Arthur	CN	UDC	AI	Triponez Pierre	CN	PRD	BE
Lustenberger Ruedi	CN	UDC	LU	Tschuppert Karl	CN	PRD	LU
Maissen Theo	CE	UDC	GR	Vallender Dorle	CN	PRD	AR
Maitre Jean-Philippe	CN	UDC	GE	Vaudroz Jean-Claude	CN	UDC	GE
Mariétan Fernand	CN	UDC	VS	Vaudroz René	CN	PRD	VD
Mathys Hans Ulrich	CN	UDC	AG	Waber Christian	CN	UDF	BE
Maurer Ueli	CN	UDC	ZH	Walker Felix	CN	UDC	SG
Meier-Schatz Lucrezia	CN	UDC	SG	Walter Hansjörg	CN	UDC	TG
Merz Hans-Rudolf	CE	PRD	AR	Wandfluh Hansruedi	CN	UDC	BE
Messmer Werner	CN	PRD	TG	Wasserfallen Kurt	CN	PRD	BE
Meyer-Kaelin Thérèse	CN	UDC	FR	Weigelt Peter	CN	PRD	SG
Mörgeli Christoph	CN	UDC	ZH	Weyeneth Hermann	CN	UDC	BE
Müller Erich	CN	PRD	ZH	Wicki Franz	CE	UDC	LU
Nabholz Lili	CN	PRD	ZH	Widrig Hans Werner	CN	UDC	SG
Neiryneck Jacques	CN	UDC	VD	Wittenwiler Milli	CN	PRD	SG
Oehrli Fritz Abraham	CN	UDC	BE	Zäch Guido A.	CN	UDC	AG
Paupe Pierre	CE	UDC	JU	Zapfl Rosmarie	CN	UDC	ZH
Pelli Fulvio	CN	PRD	TI	Zuppiger Bruno	CN	UDC	ZH
Pfister Theophil	CN	UDC	SG				
Pfisterer Thomas	CE	PRD	AG				
Raggenbass Hansueli	CN	UDC	TG				